

Honduras :

Se mobiliser à nouveau jusqu'à défaire les auteurs du coup d'Etat !

22 jours de résistance contre le coup d'Etat s'achèvent au Honduras. Pendant ces trois semaines le peuple travailleur hondurien a fait montre de sa force historique, des dizaines de milliers d'honduriens ont participé à la résistance contre le coup d'Etat, supportant la répression et la persécution.

Comme en informe le communiqué du 19 juillet du Front National contre le coup d'Etat (qui coordonne les mobilisations), les auteurs du coup d'Etat ont perpétré : « 4 assassinats, 1158 détentions illégales, harcèlement et persécution des représentants du mouvement social ; 14 médias, 14 journalistes et 4 organisations sociales ont subi des atteintes à la liberté d'expression ». Doivent s'ajouter à cela les intimidations quotidiennes dans les entreprises, dans les cités ou dans les centres d'études, outre la furieuse campagne anticommuniste que vomissent les journaux partisans du coup d'Etat et la quasi-totalité des chaînes de télévision.

Malgré cela, le peuple hondurien a continué à résister et à faire l'histoire, bien que le massacre à l'aéroport de Toncontín et le premier tour des négociations au Costa Rica aient produit un moment de confusion, le mouvement populaire a progressivement retrouvé sa confiance et sa force, de nouveaux secteurs s'y sont incorporés.

Les travailleurs de l'éducation réunis dans la FOMH [1] ont constitué la colonne vertébrale de la lutte urbaine, articulant autour d'eux d'autres travailleurs de l'Etat, des paysans et des habitants. Le mercredi et le jeudi de la semaine dernière, plusieurs barrages sur les routes dans tous le pays ont frappé les entreprises liées au coup d'Etat, empêchant les exportations. Le point noir résidait toujours dans les centrales ouvrières qui négligeaient d'appeler à la grève générale.

Il est impératif de comprendre en ce moment le rôle joué par l'impérialisme américain et sa politique sur la scène hondurienne. Les principaux personnages du coup d'Etat, civils comme militaires, ont été formés par l'impérialisme yankee, aussi bien pendant la « sale guerre » des années 80 qu'à l'époque néolibérale. L'ambassade américaine a sans cesse encouragé la dissidence contre Zelaya, mais sa stratégie fondamentale a toujours été l'usure électorale et le chantage ; mais quand l'extrême droite hondurienne, confiante dans l'appui de ses maîtres impérialistes, exécuta le coup d'Etat, l'administration Obama ne put soutenir ouvertement le coup d'Etat (comme cela s'était passé dans les années 80). Cette situation contradictoire a abouti à ceci : bien que les auteurs du coup d'Etat aient obtenu presque l'unanimité des élites honduriennes pour le mettre à exécution, ils sont restés totalement isolés au point de vue international.

Nous rejetons le piège de la négociation

Face à cette situation, le gouvernement impérialiste cherche un vieux coquin de confiance : Oscar Arias Sanchez, président du Costa Rica, directement placé en « médiateur » par le département d'Etat. Le « plan Arias » avait pour objectif de stabiliser la situation conflictuelle ouverte par le coup d'Etat. Même si le plan Arias pose la nécessité de rétablir Zelaya à l'exécutif, les autres points visent à éviter de convoquer une Assemblée Nationale Constituante et surtout à garantir l'impunité des auteurs du coup d'Etat et la protection de toutes les institutions corrompues qui l'ont orchestré (Cour Suprême, Tribunal Suprême, Forces Armées, Commission des droits de l'Homme).

En plein dans une situation paradoxale, où ni le coup d'Etat ne se consolidait, ni le mouvement populaire n'arrivait à en expulser les auteurs, se poursuivent les secondes négociations au Costa Rica, où l'on présente le « plan Arias » en 7 points.

Ce qui est nouveau dans ces négociations c'est que la délégation de Zelaya accepte les 7 points du plan, abandonnant les bannières fondamentales dressées par le Front National contre le coup d'Etat comme la Constituante, et elle accepte l'impunité des auteurs du coup d'Etat et la protection de la tête des armées. Cette prise de position de Zelaya remet sur la table des négociations les motifs qui ont conduit à la résistance populaire.

Malgré l'accord de Zelaya avec le plan Arias, les négociations ne sont pas parvenues à satisfaire les exigences de la « droite dure » qui ne veut pas du retour de Zelaya, mais qui surtout veut des garanties

claires pour les Forces Armées et les partisans civils du coup d'Etat.

Dans ce cadre, il est d'une extrême importance que le Front National de Résistance contre le coup d'Etat trace une ligne nette d'indépendance face au gouvernement, non seulement en dénonçant le rôle d'Arias (chose déjà faite) mais aussi en exigeant la rupture nette de Zelaya avec les négociations et les intentions du Plan Arias. Ainsi qu'en dénonçant son accord avec les plans du Département d'Etat personnifiés par Oscar Arias.

Il dépend du mouvement populaire de maintenir la lutte dans les rues et surtout de garantir le Débrayage Civique National pour se débarrasser enfin des auteurs du coup d'Etat, assurer leur jugement et leur châtement et pour parvenir à effacer les vieilles institutions à travers la convocation d'une Assemblée Nationale Constituante libre et souveraine.

Retour inconditionnel de Zelaya !

Il faut organiser et préparer le Débrayage Civique National jusqu'à la déroute du coup d'Etat !

Jugement et peines pour les militaires et les civils qui ont orchestré le coup d'Etat et mené la répression contre le peuple !

Liberté pour tous les prisonniers politiques ! A bas la répression du coup d'Etat sous toutes ses formes !

Rupture immédiate avec les négociations au Costa Rica ! A bas le plan Arias !

Seul le peuple mobilisé peut garantir l'Assemblée Constituante libre et souveraine !

Il faut maintenir et approfondir la solidarité internationale avec le peuple hondurien ! Boycott commercial et diplomatique jusqu'à la chute des auteurs du coup d'Etat !

[1]*Federación de la Organizaciones Magisteriales de Honduras*, fédération des organisations enseignantes du Honduras